

TOULOUSE ET LA GUERRE

Samedi 1^{er} août 1914. « Jaurés assassiné. La France mobilise ». La nouvelle qui fait les gros titres de la une du *Midi socialiste* se propage dans les rues de Toulouse comme une traînée de poudre, reprise à plein gosier par les petits marchands de journaux. Deux jours auparavant, le grand homme politique, ardent défenseur de la paix, signait encore dans *La Dépêche* un éditorial au titre prémonitoire : « L'oscillation au bord de l'abîme ». Sans se risquer à tout pronostic, il y écrivait entre stupeur et révolte désespérée : « On se demande un moment s'il vaut la peine de vivre, et si l'homme n'est pas un être prédestiné à la souffrance, étant aussi incapable de se résigner à sa nature animale que de s'en affranchir ». La veille, une manifestation pacifiste avait rassemblé entre la Bourse du Travail et le square du Capitole quelques-uns de ses sympathisants qui avaient fait assaut de chants et de slogans avec des contre-manifestants militaristes. Partout des fausses nouvelles circulaient, et la rue de la Poste se voyait envahie par une foule de curieux dès qu'annonces et dépêches sur les événements du jour étaient affichées. Les terrasses de

café bruissaient de confidences d'informateurs plus alarmistes les uns que les autres, et les habituels retraités du square Lafayette jouaient les stratèges en dessinant sur le sable régiments et batteries propres à donner une « pile épouvantable » aux Autrichiens (*Le Rapide*, 29 juillet 1914).

Malgré les bruits persistants de conflit généralisé, ou pour mieux les oublier, la vie semblait continuer comme si de rien n'était dans la « ville rose ». Encore sous le choc de la catastrophe ferroviaire du Pont d'Empalot, qui avait fait 6 victimes et une vingtaine de blessés dans la nuit du 20 au 21 juillet, Toulouse s'appêtait à assister le 2 août à une grande corrida organisée par l'Association de la presse quotidienne de la ville. Les arènes des Amidonniers devaient accueillir les matadors Vicente Pastor, le « lion madrilène », et Augustin Garcia Malla, ainsi que le novillero Posadero. Déjà la foule se pressait afin d'admirer les formidables toros de don Manuel Sanchez de Carreros qu'ils allaient affronter et la location battait son plein. On préparait aussi activement la traditionnelle remise des prix des écoles primaires, prévue le même jour sur le cours Dillon.

Les premiers jours de mobilisation

C'est avec un sentiment mitigé de crainte et de soulagement que la population toulousaine découvrit l'affiche de la mobilisation générale, le 1^{er} août à 18 heures, sur la porte principale de l'hôtel de ville. Le premier jour de mobilisation était fixé au lendemain, jour de dimanche, pour lequel toutes les manifestations festives prévues furent bien sûr annulées.

Un avis du maire à ses concitoyens vint bientôt compléter l'information ministérielle. Il y était notamment précisé en direction des hommes appelés : « Il leur est recommandé de se munir des vêtements militaires dont ils sont détenteurs, et autant que possible de deux chemises, d'un caleçon, de deux mouchoirs et de deux paires de chaussures en bon état, mais déjà rompues. Afin d'éviter toute perte de temps, il est utile qu'ils se fassent couper les cheveux ras avant de partir ». Et il ajoutait : « Le maire se plaît à espérer que ses concitoyens, loin de s'exposer par une désobéissance coupable à des punitions humiliantes, s'empresseront de répondre à l'appel qui leur est fait et considéreront comme un honneur d'être rendus, tous, à l'heure indiquée, aux points qui leur sont assignés. La patrie est en danger ! Tous les hommes doivent faire leur devoir ! La municipalité s'efforcera de venir en aide aux familles des militaires appelés sous les drapeaux ».

Dès le 2 août, un conseil municipal extraordinaire se tient au Capitole, à 8 heures et demie du soir, afin d'envisager les mesures à prendre dans le cadre de la mobilisation générale. En introduction à la séance, le maire Jean Rieux signale qu'aucune panique ni aucun affolement n'ont été constatés dans la journée à Toulouse. La population n'a fait montre que d'un « tout petit émoi ». En revanche, certains commerçants ayant, dès le matin même, procédé à des hausses de prix abusives, en particulier pour des denrées de première nécessité, un « appel aux producteurs et négociants » a dû être affiché dès le matin afin de les rappeler à leur devoir de patriotisme et de solidarité. 150 personnes avaient d'ailleurs manifesté devant la criée installée rue du Rempart-Matabiau pour s'élever contre l'augmentation du prix des pommes de terre, dont le kilo était passé de 20 c. à 60 c. en quelques minutes.

Après l'approbation de ces mesures, Jean Rieux rappelle le souvenir de « notre cher et grand Jaurés », ancien conseiller municipal délégué à l'Instruction publique. Sur la proposition de M. Pinel, il est décidé à l'unanimité de donner son nom à l'une des rues de Toulouse. Il faudra cependant attendre 1916 pour que cette décision se traduise dans les actes et que les « Allées Lafayette » soient débaptisées pour devenir les « Allées Jean-Jaurés ».

Pendant ce temps, Toulouse, et notamment les quartiers des casernes et de la gare Matabiau, se

transforme en une véritable ruche. Dès le 1^{er} août, 500 hommes avaient été appelés à la gare. Coiffés d'un képi, munis d'un bourgeron et d'un fusil, ils furent répartis le long de la voie sur les différents points à surveiller. Déjà la foule se pressait pour embrasser parents ou amis. Les premiers convois de chevaux réquisitionnés rejoignent également les quartiers militaires. Plus de deux cents femmes prennent d'assaut les bureaux de la place et demandent à prendre du service dans la Croix-Rouge. Les accents de « La Marseillaise » et du « Chant du départ » résonnent dans toute la ville. Le lendemain, premier jour de mobilisation, les rues sont envahies par une population curieuse et enthousiaste. Tous les magasins ont ouvert afin de satisfaire aux derniers besoins de ceux qui partent et les gens s'arrachent les éditions spéciales des journaux. « Les hommes s'en vont à la caserne, joyeux comme des enfants ; ils ont une belle paire de godillots, on va leur donner un bon fusil ; qu'ont-ils besoin de plus ? » (*Le Cri de Toulouse*). Un premier défilé, celui de la batterie d'artillerie du 18^e qui doit se rendre à Agen pour rejoindre son régiment, provoque des scènes de liesse entre la caserne Niel et la gare, le long du boulevard Carnot, des Allées Lafayette et du canal. Dans la série d'anecdotes marquant cette journée, la presse rapporte celle d'un cordonnier de la rue des Lois qui, mobilisé, a apposé cette pancarte sur la porte de son magasin : « Fermé pour cause de villégiature à Berlin »...

À la gare, les trains pavoisés de drapeaux et couverts de fleurs sont entièrement réservés aux mobilisés. On remarque sur leurs portes quelques écriteaux curieux : « Train de plaisir pour Berlin » ou encore « Voyageurs pour l'Allemagne ».

Le ravitaillement organisé par la municipalité se met en place avec efficacité, assorti des premières mesures de restriction : arrêté de police relatif à la surveillance des usines hydrauliques, réservoirs, fontaines et abreuvoirs publics, afin d'empêcher tout acte de malveillance (3 août), autre arrêté fixant l'heure de fermeture des cafés et autres débits de boisson à 11 heures du soir et leur réouverture à 6 heures du matin (5 août). Le maire se voit également obligé de rappeler la population à l'ordre dans un avis du 7 août conclu par les mots : « Pas de violences ! Du calme et de la dignité ! ». De nouveaux débordements anti-allemands avaient en effet eu lieu, et notamment à l'encontre de Français pris pour des ennemis.

Les arrivées et les départs de troupes, toujours accompagnés des vivats de la foule et de scènes enthousiastes, se poursuivent dans l'effervescence pendant une semaine environ, et la ville prend peu à peu un nouvel aspect. La nuit, aucune animation ne vient troubler les rues qui ne brillent plus après onze heures des traditionnelles lumières des cafés, et, sur les ponts, seules les ombres immobiles des sentinelles se distinguent.

Les convois de la guerre

Toulouse va cependant très vite avoir un contact plus direct avec la guerre et ses horreurs. Dès la mi-août, les premiers trains de réfugiés, des Italiens évacués des zones du nord et devant rejoindre Port-Vendres, sont stoppés en gare Matabiau. « Chassés par la hideuse guerre voulue par le cacochyme François-Joseph et le strumeux Guillaume » (*Le Rapide*), cette population de vieillards, de femmes et d'enfants envahit les boulevards qui bordent les deux rives du canal, entre Bayard et l'enclos Saint-Aubin, avant d'être transportée à bord de tramways réquisitionnés vers le parc Toulousain temporairement transformé en camp de transit. Elle y restera quelques jours, avant de repartir accompagnée des acclamations des Toulousains.

À peine une semaine plus tard, le 26 août au matin, un convoi de blessés entre en gare Matabiau. Une foule immense, essentiellement féminine, s'est massée sur le pont Bayard et dans la cour de la gare, et le service d'ordre du 14^e de ligne est obligé d'intervenir pour permettre aux omnibus de la Compagnie Nebout et aux tramways de la maison Firmin Pons, ainsi qu'aux voitures d'ambulance, d'évacuer vers les hôpitaux complémentaires, auxiliaires ou bénévoles de la ville ces 250 blessés.

Ce train n'était que le premier d'une longue liste de convois qui, jour après jour, vont transporter à Toulouse leur lot de blessés du front.

Très vite, la solidarité s'organise autour d'eux, suscitée et coordonnée par l'administration municipale. Argent, livres, literie et lingerie, fruits, tabac et cigarettes (la fameuse « Cigarette des blessés ») affluent à la direction du service de santé, à la Croix-Rouge et chez les Dames de France. Et pendant plus d'un mois, la presse va suivre l'arrivée de ces braves soldats, de la bouche desquels on apprend les premiers récits de la guerre. Vers la fin du mois de septembre, Toulouse en hébergera entre 8 et 10000, dont plus de la moitié repartira au front dans les mois suivants.

Succédant aux évacués et aux blessés, les premiers prisonniers allemands arrivent à partir du 30 août. Au nombre de 500, ils sont d'abord cantonnés à Saint-Agne, près du passage à niveau de la rue Colbert, puis conduits à l'ancienne école de Frères, rue Caraman, ou à la caserne Pelet, rue des 36 - Ponts. Les jours suivants, d'autres convois déversent leur flot d'uniformes gris, toujours au milieu d'une foule immense, silencieuse et digne. Ces prisonniers vont très vite être mis au travail, dans des ateliers du Pensionnat Saint-Joseph, dans la forêt de Bouconne ou encore dans les rues de Toulouse.

Enfin, dernier « spectacle » de ces premières semaines de guerre, le passage des troupes étrangères se rendant au front fournit aux Toulousains

l'occasion d'applaudir et d'encourager successivement des bénévoles marocains, des Cipayes de l'armée du Bengale, les fameux « Turcos » sénégalais et des soldats annamites.

Grâce aux opérateurs de l'ancienne maison de photographie Provost qui immortalisèrent ces moments historiques, des dizaines de cartes postales et de photos sont diffusées dans la population. Éditées dans les premiers jours de septembre 1914, ces documents exceptionnels constituent encore, comme le rapportait alors *Le Cri de Toulouse*, « une superbe, très précieuse et unique collection historique ».

La vie en temps de guerre

Dès les premiers jours de la mobilisation, la vie économique locale se trouve bouleversée. Chevaux et mulets, avec leurs bâts, sont réquisitionnés par l'administration militaire, de même que la farine, le blé et l'avoine, puis les automobiles. De nombreux commerces ferment dans la ville, et les ouvriers sans emploi ou les familles privées de leur gagne-pain grossissent chaque jour un peu plus la population des nécessiteux.

La municipalité prend très vite des dispositions afin de faire face à cette situation. Elle augmente le nombre des « fourneaux économiques » de 5 à 14, permettant ainsi la distribution, entre le 12 et le 20

août 1914, de plus de 111000 repas. Dans cette seule dernière journée, 18153 rations sont ainsi servies, contre 2200 dans une journée moyenne du mois précédent. Elle doit aussi assurer les ravitaillements exceptionnels : celui des Italiens évacués (12000 rations pour tout leur séjour au Ramier du Château), mais également celui des 341 hommes de garde chargés de la surveillance des voies ferrées et des ouvrages d'art, entre le château de Madron et Lacourtenourt.

Malgré cela, la situation se dégrade lentement. Petit à petit, la paralysie du commerce commence à produire ses effets, même à 800 kilomètres du front. Les magasins restés ouverts ne sont plus achalandés et le manque de monnaie, dès le mois d'octobre 1914, freine considérablement les affaires. En novembre, *Le Midi socialiste* pointe du doigt les spéculateurs, responsables d'après lui de l'augmentation excessive des prix de certaines denrées de première nécessité, au premier rang desquelles vient le sucre. Les légumes secs, provenant ordinairement de Russie et de Hollande, n'arrivent plus, les productions aquitaines ou limitrophes sont en grande partie réquisitionnées, et le peu qui est mis en vente l'est à des prix prohibitifs pour une majorité de la population. Un peu partout dans la ville, des jardins potagers naissent spontanément, jusqu'aux abords de Saint-Sernin.

Malgré ces problèmes, la population toulousaine subsiste en s'adaptant aux conditions du temps de

guerre pendant les années 1915 et 1916. Mais les restrictions vont s'avérer terribles dès le début de 1917. En janvier, alors que le chauffage et l'éclairage au gaz viennent d'être fortement restreints, le sucre se voit à son tour rationné (750 grammes par mois et par habitant, dont 500 grammes raffinés). Deux semaines plus tard, un arrêté préfectoral ordonne la fermeture des pâtisseries deux jours par semaine et assortit cette décision d'une interdiction de vendre ces jours-là des gâteaux dans les boulangeries, les grands magasins ou les restaurants. Il s'agissait alors de restreindre l'utilisation de farine, de lait, d'œufs et de sucre dans toute la France.

En février, la difficulté des transports provoque une crise du bois de chauffage. Peu après, le préfet de la Haute-Garonne, « considérant qu'il y a lieu de ménager les ressources de la consommation familiale du charbon et de réserver la plus grande quantité de combustible aux établissements travaillant pour la défense nationale », réduit à trois le nombre de jours d'ouverture des salles de spectacles et de réunions. Dans un même temps, les blés et les farines de tout le département sont réquisitionnés pour le service du ravitaillement civil, et des « carnets de consommation » sont instaurés pour le sucre. Pour pallier d'éventuelles spéculations sur la viande, la municipalité crée une boucherie municipale qui débite à la halle Victor-Hugo.

Mais, plus grave, à la fin de ce triste mois de février, les Toulousains apprennent qu'ils devront

dorénavant manger du pain rassis, et ce sur les prescriptions du ministre du ravitaillement. Ainsi que le rapporte *Le Cri de Toulouse*, « bien que les hygiénistes affirment que ce pain est beaucoup plus sain et plus digestif que le pain frais, ce sera pour beaucoup de gens une privation sérieuse ».

Et d'ajouter : « On peut bien faire ce petit sacrifice à la patrie ». Déjà, le spectre du manque de pain apparaît et l'on voit certains jours des ménagères courir de boulangerie en boulangerie à la recherche d'une hypothétique miche.

En mars de cette même année 1917, c'est le manque d'allumettes (dont la fabrication était alors un monopole d'État) qui menace Toulouse. Cette pénurie, dont la presse pense qu'elle n'est heureusement que temporaire, ne fait qu'aggraver la situation d'une population manquant déjà, en plein hiver, de bois et de charbon.

Jour après jour, le préfet produit des arrêtés fixant le prix des denrées afin d'éviter des hausses excessives. Beurre, fromages, pommes de terre font ainsi l'objet de réglementations draconiennes. En mai, la viande et la charcuterie sont interdites à la vente, ainsi qu'à la consommation dans les établissements ouverts au public, deux jours par semaine. Les abattoirs seront également fermés ces jours-là.

Quant aux logements, une véritable crise les touche. L'arrivée de réfugiés mais surtout les flux successifs de « l'armée des travailleurs » œuvrant dans les usines de guerre crée une terrible pénurie

Pour remédier à ce manque d'habitations, la municipalité sollicite une subvention de l'État pour construire des baraquements susceptibles de loger plusieurs centaines de ces ouvriers.

Car Toulouse est devenue dès 1915 l'une des principales villes d'armement de l'arrière. Dotée d'une nouvelle et gigantesque poudrerie (la plus vaste de France) qui s'étend d'Empalot à Braqueville, la ville abrite également un « Atelier de fabrication d'artillerie » qui regroupe la Cartoucherie du Polygone et l'Arsenal. Le nombre des ouvriers y travaillant pour la Défense nationale passe de 700 avant 1914 à 16000 pendant la guerre, et sa production atteint 2000000 de cartouches par jour contre 150000 à la veille du conflit.

Pour faire tourner cette énorme machine, on recrute en particulier des chômeurs français, des Espagnols, des soldats annamites (les quatre groupements de ces travailleurs coloniaux rassembleront un effectif de 6000 hommes), et surtout des femmes. Celles-ci, qui suppléent alors massivement à l'absence des hommes dans l'industrie, seront à l'origine des grèves qui vont affecter la poudrerie en 1917.

Le monde du travail s'ouvre par ailleurs à elles dans de nombreux secteurs. On les découvre factrices, institutrices dans des écoles de garçons, et surtout receveuses ou conductrices sur les tramways de la société Pons. Celles que l'on va très vite nommer les « ponsinettes » resteront longtemps

dans la mémoire collective des Toulousains.

Les femmes deviennent également les principales actrices du grand élan de solidarité qui se développe dans le pays. Déjà fortement impliquées dans les infrastructures d'aide et de soins aux blessés, elles prennent en main la destinée des multiples œuvres de charité qui voient alors le jour. À l'occasion des « Journées » ou des « Semaines », comme celles de la Haute-Garonne en mars 1916, des dizaines de quêteuses parcourent les rues de la ville, vendant médaillons et souvenirs au profit de la veuve ou de l'orphelin, du blessé ou du prisonnier.

Les spectacles, qui reprennent dès la fin de l'année 1914, donnent également l'occasion aux Toulousains de l'arrière de soutenir cette action et de se donner bonne conscience. La nouvelle organisation artistique, sous forme associative, prévoit en effet qu'une partie du prix du billet soit reversée aux œuvres caritatives. Dès lors, les salles se remplissent à nouveau, au point même de dépasser les fréquentations d'avant-guerre. Les pièces patriotiques alternent avec des saynètes plus légères, et le cinématographe attire les foules à l'Apollo qui obtient le monopole des « Actualités militaires ». Seule ombre à ce tableau, l'incendie du Théâtre du Capitole, en août 1917, prive pendant plusieurs années les Toulousains de leur salle mythique.

Quelques semaines auparavant, à deux pas de là, dans les salles de l'Hôtel de ville, une grande exposition leur avait donné l'occasion d'une nouvelle

confrontation avec ce que l'on pourrait appeler la « culture de guerre ». Ce véritable bric-à-brac d'armes saisies sur l'ennemi, d'objets artisanaux fabriqués par les poilus mais aussi d'œuvres d'art patriotiques et de propagande devait préfigurer le futur musée de la guerre destiné à être abrité par la Bibliothèque municipale.

La fin de la guerre

Après plus de quatre années de sacrifice, le 11 novembre 1918, des affichettes placées devant l'immeuble de *La Dépêche* annoncent la fin de cette guerre qui ne devait durer que six semaines. Dans les rues de la ville, la foule en liesse laisse éclater sa joie, et la Marseillaise de la victoire se fait entendre dans tous les cafés. Pourtant, il faudra encore neuf mois avant que ne reviennent ces héros du 17^e Corps d'Armée qui avaient été de tous les combats les plus durs. Ce n'est en effet que le 9 août 1919 que la ville offrira à ces poilus, mais également à tous les morts et aux milliers de « gueules cassées », l'hommage qu'ils méritaient. Autour du cénotaphe dressé sur la place du Capitole, toute la ville honorera « ses » combattants, « ses » vainqueurs. L'heure du souvenir pouvait sonner, que Toulouse marquera au cimetière de Salonique d'un mausolée à la mesure de ses pertes, et dans chaque quartier, comme dans chaque

village de France, de monuments aux morts plus modestes.

Cette terrible guerre, dont plus de 4000 Toulousains ne reviendront pas, sera pourtant déterminante pour l'avenir de la ville. Dès 1917, Latécoère avait installé ses hangars et une piste d'atterrissage à Montaudran : en mai 1918, il fournit son premier avion à l'armée, qui sera suivi de 800 autres jusqu'à la fin des hostilités. Associé à Dewoitine (qui fondera quelques années plus tard sa propre société, la future Sud-Aviation), il est à l'origine de l'industrie aéronautique dans la ville rose. Quant à l'immense poudrerie, en partie reconverte dès 1919 en usine d'engrais, elle va recevoir entre 1924 et 1927 les gros équipements du tout nouvel « Office National de l'Industrie de l'Azote » (O.N.I.A.). Ce cadeau gouvernemental, directement issu du traité de Versailles qui prévoyait la récupération de procédés et de brevets allemands, venait à la fois confirmer la position stratégique de Toulouse, éloignée des zones susceptibles d'être à nouveau envahies, et récompenser une ville qui avait largement fourni les preuves de son efficacité comme ville de l'arrière. Le destin économique de Toulouse venait d'être scellé.

François BORDES

Directeur des Archives municipales de Toulouse